

LA DÉMOLITION DE CONSTRUCTIONS ILLICITES MET LE FEU AUX POUDRES

Violents affrontements à Diar-El-Kef

De violents affrontements ont opposé, hier, les jeunes du quartier de Diar-El-Kef dans la commune de Oued-Koriche aux forces de police. Les habitants du quartier ont contesté la démolition d'habitations illicites à proximité des immeubles de la cité. Criant leur colère, les jeunes ont accusé les collectivités locales d'avoir toléré la construction pour «venir ensuite avec force renforts démolir les habitations». Des dizaines de blessés ont été secourus hier en fin de matinée, alors que la situation reste très tendue dans le quartier populaire.

F.-Zohra B. -Alger (Le Soir) - Aux jets de bombes lacrymogènes, les jeunes de Diar-El-Kef ont riposté, hier, par des jets de pierres. Retranchés à l'intérieur de la cité Chevalley, ils ont bloqué la rue principale Hocine-Nachef menant vers le Climat-de-France et brûlé des pneus et autres objets au milieu de la chaussée. «Nous sommes déjà morts et ils entendront parler de nous, nous ne nous avouons pas vaincus», ont crié les jeunes, qui n'arrivaient pas à contenir leur colère.

Plusieurs habitants du quartier présentant des blessures principalement à la tête et au visage, témoignent que les brigades anti-émeutes ont investi la cité dès l'aube pour faciliter l'opération de démolition et prévenir le mouvement de protestation des habitants des constructions illicites. Dans la matinée, le quartier et ses environs ont été investis par un dispositif sécuritaire impressionnant. L'opération de démolition a débuté dans une ambiance tendue et les affrontements entre policiers et jeunes du quartier ont été particu-

lièrement violents. Refusant de se laisser faire, les propriétaires des baraques notamment ont tenté de résister en dressant des barricades autour du quartier. En vain, les membres des brigades précédés par un mini-char anti-émeutes ont avancé pour tenter de disperser les manifestants. Les tirs de bombes lacrymogènes s'ils ont dispersé les jeunes n'ont pas entamé leur détermination à en découdre avec les policiers. «Ils sont venus à six heures du matin et commencé à tirer leurs bombes.

Plusieurs personnes ont été blessées dont des femmes et de jeunes enfants à l'intérieur des habitations», témoigne un habitant en colère en nous montrant ses blessures. Des tirs de bombes lacrymogènes dispersent, soudain, les présents qui s'enfuient dans tous les sens. Dans le quartier, toutefois la vie a repris son cours et les habitants rejoignent les petits commerces du quartier pour s'approvisionner en tentant de se frayer un chemin sans être «piégés» au milieu des affrontements. Aux alentours du quartier, la circulation



Les jeunes se sont révoltés pour exprimer leur ras-le-bol d'une situation sociale qui perdure depuis plusieurs années.

avance difficilement, mais elle n'est cependant, pas interrompue. Les curieux sont rassemblés par petits groupes et les commentaires vont bon train sur les événements qui se déroulent en contrebas.

Un camion de pompiers est appelé en renfort pour éteindre un feu qui s'est déclaré dans les barricades qui bloquent la route principale. Aux environs de midi, le calme revient dans le quartier de Diar-El-Kef. Les jeunes se dispersent et les jets de lacrymogène cessent. Les engins continuent

inlassablement leur travail et les camions se succèdent pour évacuer les gravats dès que les baraques sont démolies. Les policiers, imperturbables, maintiennent leurs positions le temps de l'opération. En dépit de l'impression de calme, une atmosphère tendue règne sur le quartier populaire qui prend des allures de deuil.

Les jeunes se regroupent de nouveau et se disent décidés à ne pas se laisser faire. «Pourquoi au niveau de l'APC nous ont-ils laissé construire, nous sommes pourtant

à quelques mètres d'eux ? Pourquoi ne nous ont-ils pas arrêtés à ce moment-là ? Pourquoi maintenant ?» s'interrogent les jeunes qui n'arrivent pas à contenir leur colère. Quelques femmes inquiètes pour leurs enfants font le tour du quartier pour avoir de leurs nouvelles.

On parle de blessés graves dans les deux camps. Si un calme précaire est revenu hier à Diar-El-Kef, les riverains craignent une reprise des affrontements d'un moment à l'autre.

F.-Z. B.

RÉFORMES POLITIQUES ÉVOQUÉES PAR BOUTEFLIKA

Belkhadem maintient le flou

Tous ceux qui s'attendaient à ce que Belkhadem dévoile les intentions de Bouteflika ont dû se contenter de quelques pistes de réflexion. C'est tout juste si le représentant personnel du chef de l'Etat concède qu'il existe en effet des tractions pour donner du contenu au «changement».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Point de confidences sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale. Abdelaziz Belkhadem, interrogé plusieurs fois au sujet des intentions du président de la République en matière de réformes politiques, est resté très évasif.

Il s'est contenté de confirmer l'existence de tractations en haut lieu afin de dégager un consensus sur la nature du changement que compte initier le président de la République qui, aux dires de l'invité de la radio, finira par adopter les propositions «de la majorité».

On sait d'ores et déjà qu'il n'est pas inscrit dans le calendrier de Bouteflika la dissolution du Parlement puisque Belkhadem considère que pour en arriver à cette situation, il faudrait que l'institution passe par une «grave» crise. Selon le représentant personnel de Bouteflika, il n'y aurait pas d'agenda précis mais le remaniement gouvernemental ne serait pas exclu.

A quel moment sera-t-il annoncé ? Réponse de l'invité de la radio : «Le remaniement gouvernemental est du ressort de Bouteflika, c'est à lui d'en décider.

Il y a, certes, une demande de plusieurs parties mais Bouteflika temporise. Il saisira certainement la meilleure occasion pour le faire et je ne pense pas que l'opposition dans sa configuration actuelle accepterait de faire partie du gou-

vernement.» Il ne donnera cependant pas dans quel ordre chronologique le président compte introduire des changements.

«Le changement radical n'est pas possible. On ne peut pas raser tout et recommencer. Il y a demande à un retour à l'Assemblée constituante par le FFS. Si c'est l'avis de la majorité, pourquoi pas. Nous, au FLN, on pense que cette Assemblée peut procéder à un amendement de la



Abdelaziz Belkhadem très évasif.

Constitution si les changements ne menacent pas l'équilibre entre les

institutions de l'Etat et je ne pense pas que Bouteflika soit contre.»

Visiblement plus enclin à donner la vision de son parti politique, Belkhadem considère qu'il est aujourd'hui nécessaire que la classe politique propose des alternatives.

Une alternative qui passerait au FLN par une révision de plusieurs lois (code communal, loi sur les partis, loi sur l'information), sans oublier une «révision profonde» de la Constitution.

Une révision constitutionnelle que le FLN qualifie d'inévitable car, rappelle le SG du FLN, «l'actuel Constitution a été élaborée dans

des conditions particulières».

Et d'ajouter que le changement promis par Bouteflika est loin de répondre à des considérations conjoncturelles. Arguments de Belkhadem : le président avait depuis longtemps ouvert plusieurs chantiers. Les quelque 5 000 actions de protestation recensées l'année dernière à travers le pays n'y sont pour rien.

D'ailleurs, Belkhadem a une certitude, la grogne sociale ne se transformera pas en dynamique similaire à celle des autres pays arabes puisque, explique-t-il, les Algériens craignent le dérapage...

N. I.

La CNCD Oran prendra part au meeting de la salle Atlas

Dans un communiqué adressé ce mercredi à notre rédaction, la Coordination nationale pour le changement et la démocratie Oran a dressé un bilan de ses deux dernières activités, en l'occurrence les meetings qui ont eu lieu à Oran, le 17 mars, et celui de Bethioua, le 19 du même mois.

La CNCD Oran se dit «satisfaite, car ces deux meetings ont permis à la coordination d'informer et de sensibiliser les membres présents sur ses objectifs, et ce, en dépit de l'empêchement illégal de l'affichage».

Sur un autre volet, la coordination dénonce «l'arrestation arbitraire de M^{lle} Dalila Touat de Mostaganem et sa comparution pour délit de distribution de tracts». En réaction, la coordination a décidé d'intégrer le comité de soutien à Dalila Touat qui s'est créé à Mostaganem.

Autre mesure de solidarité, la CNCD Oran compte «distribuer les mêmes tracts pour avertir que les autorités ne peuvent continuer à empêcher par la répression de jouir et des droits fondamentaux, dont le droit d'expression, de manifester

ou de travailler». On peut également lire dans le communiqué la position de la coordination concernant «l'agression subie par les enseignants contractuels et les chômeurs réunis au sein de la maison des syndicats, cette agression menée par des «Baltagias», sous l'œil complice de la police, renseigne bien sur la nature du régime en place». La CNCD Oran dénonce également la répression subie

par les enseignantes et les enseignants contractuels lors de leur rassemblement devant la présidence de la République.

Enfin, la coordination annonce sa participation au meeting pour lequel a appelé la coordination à Alger prévu le 25 mars, au niveau de la salle Atlas, et ce, «pour montrer que la dynamique créée est nationale».

Amel B.

Rassemblement demain de la CNCD «Barakat»

La Coordination pour le changement et la démocratie en Algérie «BARAKAT» tiendra un rassemblement pour le «changement et la démocratie» demain à 14 h, à la salle Atlas d'Alger.

Par ailleurs, dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction, la CNCD BARAKAT apporte son

«soutien effectif aux enseignants contractuels qui tiennent un rassemblement devant la présidence de la République ainsi qu'à toutes les catégories sociales qui luttent pour leurs droits et leur dignité».

R. N.